Chers amis,

Le TTIP est aussi conçu pour créer un précédent à l'égard des pays tiers. C'est ce que Karel de Gucht a clairement affirmé il y a quelque temps. Les deux blocs économiques les plus grands établissent de nouvelles normes, de nouvelles règles qui par après, dans de nouvelles négociations avec des pays tiers, avec des pays en développement, seront présentées comme idéales et mises en avant. Les pays en développement et surtout les moins avancés sont trop pauvres, trop faibles pour s'y opposer. Ils seront encore plus intégrés dans le système économique mondial et perdront encore plus de marge de manoeuvre pour construire leur propre économie, qui leur est pourtant indispensable.

C'est avant tout la Chine que les Américains visent à travers le TTIP tout comme par l'accord transpacifique. Il est manifeste que les Etats-Unis veulent, par ces deux accords, endiguer la Chine et lui demander, dans une deuxième phase, des concessions qu'ils n'ont pu lui arracher à l'Organisation Mondiale du Commerce au cours des négociations du Doha Round qui sont ainsi restées bloquées.

Les Européens commettent une erreur stratégique en se laissant impliquer dans une telle stratégie conflictuelle des Américains à l'égard de la Chine. Nous avons une tradition de ne pas miser sur la confrontation, mais sur la cooperation. Nous l'avons déjà prouvé lorsque, récemment, les Chinois ont établi une banque internationale de coopération où les Européens, et aussi nous Luxembourgeois, avons décidé de participer alors que les Américain restent à l'écart. Où en reste la cohérence des Européens dans tout cela? Pierre Defraigne, ancien chef de cabinet de Pascal Lamy, considère le TTIP comme "une conspiration entre Américains et Européens qui

présente un développement pauvre et hazardeux pour les trois économies les plus grandes et aussi pour le reste du monde”.

Nous connaissons l’impact désastreux de l’actuel système commercial mondial néo-libéral pour les pays en développement et surtout les moins avancés. La libéralisation de leurs marchés, la baisse dramatique de leurs tarifs douaniers a privé les gouvernements de ressources précieuses les forçant à réduire leurs programmes d’éducation, de santé et de développement au profit d’une privatisation croissante. Pire, les petits producteurs ne disposant que d’une très faible productivité, perdent toute protection et sont exposés à la concurrence internationale. Et nous Européens arrivons à exporter de plus en plus nos produits agricoles et alimentaires vers les marchés du Sud, de l’Afrique, à des prix de dumping, ruinant ainsi les petits producteurs, les petits paysans, qui sont le plus souvent des femmes, et de les exclure du marché. Ils sont de plus en plus nombreux pour qui l’unique perspective qui reste est de partir de chez eux et de trouver le chemin vers l’Europe en passant pas Lampedusa. Et nous connaissons bien les risques terribles que cela comporte. Le moment est venu pour nos hommes politiques de se pencher également sur ces causes de migration là et de mettre au point des solutions permettant à toutes ces personnes de trouver une perspective chez eux, c’est à dire un emploi et un salaire décent ainsi que des prix justes pour leurs produits.

Ce que beaucoup ignorent c’est que nous les Européens sommes maintenant en train de faire exactement le contraire et que nous avons imposé aux Africains , avec des méthodes de pression brutales, de nouveaux accords de libre-échange, les soi-disant accords de partenariat économiques. Ces accords sont maintenant soumis pour ratification au Parlement européen et le seront par après à notre Chambre. Il est

evident, en tout cas pour toute la société civile organisée, que ces accords aggravent encore plus la situation de développement et qu'un nombre encore plus important d'Africains se mettront à tout prix sur le chemin vers l'Europe. Une telle nouvelle libéralisation n'est dans l'intérêt ni des Africains ni des Européens. Il convient d'arrêter la ratification de ces accords de partenariat économique. Il importe pour nous tous de le dire avec clarté à notre gouvernement, à la Commission de Monsieur Juncker, à tous nos hommes politiques.

Conclusion: Non au TTIP, non au CETA et non aux accords de partenariat économique.

Je vous remercie